

[Communiqué au Conseil  
et aux Membres de la Société.]

**C. 28. M. 157.** 1921. XI.

GENÈVE,  
le 9 Juillet 1921.

Société des Nations.

---

# RAPPORT

de la

Commission consultative du Trafic de l'Opium

(suivi de 4 Annexes)

PREMIÈRE SESSION, GENÈVE, 2-5 MAI, 1921  
PRÉSENTÉ AU CONSEIL POUR ÊTRE SOUMIS À L'ASSEMBLÉE  
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

League of Nations.

---

# REPORT

of the

Advisory Committee on Traffic in Opium

(with 4 Annexes)

FIRST SESSION, GENEVA, MAY 2nd-5th, 1921  
PRESENTED TO THE COUNCIL FOR SUBMISSION TO THE ASSEMBLY  
OF THE LEAGUE OF NATIONS

SOCIÉTÉ DES NATIONS

**RAPPORT**

de la

**COMMISSION CONSULTATIVE DU TRAFIC DE L'OPIMUM**

1. La Commission Consultative du trafic de l'opium, nommée par le Conseil de la Société des Nations conformément à la résolution votée par l'Assemblée le 15 décembre 1920, a siégé à Genève les 2, 3, 4 et 5 mai 1921.

2. La Commission se compose des Membres dont les noms suivent :

*i)* REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS :

M. W. G. van Wettum, Président	(Pays-Bas)
Sir Malcolm Delevingne, Vice-Président	(Grande-Bretagne)
Monsieur Kahn	(France)
M. J. Campbell	(Inde)
Son Excellence A. Ariyoshi	(Japon)
Son Excellence Tang Tsai-Fou	(Chine)
Son Excellence Prince Charoon	(Siam)
Son Excellence M. Ferreira	(Portugal)

*ii)* ASSESSEURS :

M. Brenier.  
Sir John Jordan.  
Mme Hamilton Wright.

3. La Commission avait été nommée conformément aux termes de la Résolution de l'Assemblée « en vue d'assurer la collaboration la plus étroite entre les nations » pour appliquer la Convention de l'Opium, et « pour donner au Conseil le bénéfice de ses avis pour traiter toute question qui pourrait se poser ».

4. La Convention internationale de l'Opium, signée à La Haye en 1912, était destinée à « poursuivre la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine et de la cocaïne, ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substances ». Elle stipulait l'introduction de mesures communes de contrôle sur la production, la fabrication et le commerce de ces marchandises. La Commission désire exprimer combien elle apprécie les efforts du Gouvernement des Pays-Bas, pour créer un mouvement international à ce sujet. Elle est pleinement consciente de la lourde responsabilité dont le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations l'ont chargée en l'invitant à continuer la tâche déjà commencée par le Gouvernement des Pays-Bas. Elle comprend plus que jamais combien il est absolument nécessaire et avantageux, à la fois pour tous les pays, d'appliquer de la façon la plus stricte les clauses de la Convention. Elle est d'avis que la suppression de tous les abus auxquels donnent lieu l'opium et ses dérivés, est une tâche qui correspond pleinement à l'idéal élevé que se propose d'atteindre la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

**REPORT**

of the

**ADVISORY COMMITTEE ON TRAFFIC IN OPIUM**

1. The Advisory Committee on Traffic in Opium appointed by the Council of the League in accordance with the Resolution adopted by the Assembly on the 15th of December 1920, met at Geneva on the 2nd, 3rd, 4th and 5th of May, 1921.

2. The Committee was constituted as follows:—

(i) GOVERNMENT REPRESENTATIVES :

M. W. G. van Wettum, Chairman	(Netherlands)
Sir Malcolm Delevingne, Vice-Chairman	(Great Britain)
M. Kahn	(France)
Mr. J. Campbell	(India)
His Excellency A. Ariyoshi	(Japan)
His Excellency Tang Tsai-Fou	(China)
His Excellency Prince Charoon	(Siam)
His Excellency M. Ferreira	(Portugal)

(ii) ASSESSORS :

M. Brenier.  
Sir John Jordan.  
Mrs. Hamilton Wright.

3. The Committee was appointed, in the words of the Assembly Resolution, "in order to secure the fullest possible co-operation between the various countries" in regard to the carrying out of the Opium Convention, and "to assist and advise the Council in dealing with any questions that may arise."

4. The International Opium Convention signed at The Hague in 1912 was designed to secure "the gradual suppression of the abuse of opium, morphine and cocaine, as also of the drugs prepared or derived from these substances", and provided for the introduction of common measures of control over the production of, manufacture of and trade in these articles. The Committee desire to express their appreciation of the work of the Netherlands Government in promoting international action in this matter, and are conscious of the heavy responsibility which the Council and Assembly of the League have placed upon them in inviting them to continue the work begun by the Netherlands Government. They are more than ever convinced of the urgent necessity and mutual advantage to all countries of a rigid enforcement of the terms of the Convention, and they consider that the suppression of the abuse of opium and its derivatives is an object which fully accords with the high ideals of the League of Nations.

5. A l'époque où les séances ont eu lieu, l'état de la question en ce qui concerne la ratification de la Convention internationale de l'Opium en 1912, est présenté dans l'Appendice I du présent Rapport.

La Commission décida de recommander :

1. *Que le Conseil use de toute son influence auprès des Etats Membres de la Société des Nations pour obtenir que ceux qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention le fassent le plus tôt possible ;*

2. *Que le Conseil prie le Gouvernement des Pays-Bas de continuer tous ses efforts pour obtenir la ratification des Etats qui ne sont pas Membres de la Société des Nations.*

6. On se souviendra qu'étant donnée l'importance de la coopération des Etats qui ont déjà ratifié, ou qui pourraient ratifier par la suite la Convention de l'Opium, mais qui néanmoins ne sont pas Membres de la Société, l'Assemblée a décidé de prier le Gouvernement des Pays-Bas d'inviter ces Etats à coopérer à tous les accords auxquels on pourrait aboutir pour placer l'application de la Convention sous le contrôle de la Société des Nations. Le Gouvernement des Pays-Bas, conformément au désir de l'Assemblée, a adressé des invitations aux Etats en question, mais à la date à laquelle la Commission s'est réunie, les réponses desdits Gouvernements n'avaient pas encore été reçues par la Société.

7. La tâche principale de la Commission consistait à recueillir, dans tous les Etats qui sont parties à la Convention, les renseignements nécessaires pour lui permettre d'élaborer un rapport sur les mesures prises par les Gouvernements pour appliquer les obligations de la Convention et aussi sur la production, la distribution et la consommation des produits dont traite la Convention. Ces produits sont les suivants :

i) Opium brut.

ii) Opium préparé.

iii) Morphine, cocaïne, héroïne et leurs sels respectifs, ainsi que toutes les préparations contenant au minimum 0.2 % de morphine ou 0.1 % de cocaïne ou d'héroïne.

iv) Opium médicinal.

8. La Résolution de l'Assemblée dont nous avons parlé plus haut, a chargé le Secrétariat de recueillir ces renseignements ; aussi le Secrétariat désire-t-il connaître l'avis de la Commission sur la rédaction du questionnaire qui doit être adressé aux différents Gouvernements. Un exemplaire du questionnaire préparé à cet effet par la Commission, figure à l'Appendice II du présent rapport. La Commission a décidé que ce questionnaire devait être adressé aux Gouvernements de tous les pays.

9. La Commission avait déjà à sa disposition une masse très importante de renseignements concernant les mesures déjà prises dans certains pays pour mettre en vigueur les stipulations de la Convention de l'Opium, mais il lui parut préférable d'attendre qu'elle ait reçu les réponses de tous les Gouvernements intéressés avant d'entreprendre l'examen général de la situation et de préparer son rapport à l'Assemblée. Il faudra évidemment un certain temps pour recueillir tous les renseignements nécessaires et plusieurs mois s'écouleront avant qu'on puisse recevoir les renseignements des pays plus éloignés, comme la Chine ou le Japon. Toutefois, la Commission espère que le Secrétariat aura reçu tous les renseignements avant la fin de l'année. En conséquence, elle propose de se réunir au début de 1922 pour préparer un rapport complet qui sera soumis à l'Assemblée qui siégera la même année.

10. Dans l'intervalle, la Commission est d'avis qu'il est cependant déjà possible de prendre certaines mesures qui faciliteraient grandement l'exécution de la Convention. A cet effet, elle propose au Conseil les recommandations qui suivent :

5. At the time of their meeting, the position in regard to the ratification of the International Opium Convention of 1912 was as shown in Appendix I to this Report.

The Committee decided to recommend :

1. *that the Council should use its influence with those States which are Members of the League and have not signed or ratified the Convention, to do so as soon as possible ;*

2. *that the Netherlands Government should be asked to continue its efforts to secure ratification by those States which are not Members of the League.*

6. It will be remembered that, in view of the importance of the co-operation of States which have ratified or may hereafter ratify the Opium Convention, but which are not yet Members of the League, the Assembly decided to request the Netherlands Government to invite the concurrence and co-operation of such States in the arrangements for the supervision by the League of the execution of the Convention. Invitations have been issued by the Netherlands Government to the States in question as requested by the Assembly, but, at the time of the meeting of the Committee, the replies of the Governments had not been received by the League.

7. The chief business which the Committee had to consider was the collection from all the States which are parties to the Convention of the information necessary to enable the Committee to report upon the measures taken by the Governments to carry out the obligations of the Convention, and upon the production, distribution and consumption of the substances with which the Convention deals. These substances are :—

(i) Raw Opium.

(ii) Prepared Opium.

(iii) Morphine, cocaine and heroine and their respective salts and all preparations containing at least 0.2 % of morphine, or 0.1 % of cocaine or heroine.

(iv) Medicinal Opium.

8. The duty of collecting this information is entrusted to the Secretariat by the Resolution of the Assembly already referred to, and the Secretariat desired to have the advice of the Committee upon the terms of the Questionnaire to be addressed to the different Governments. A copy of the Questionnaire prepared by the Committee for this purpose is given in Appendix II to this Report. The Committee decided that the Questionnaire be addressed to the Governments of all countries.

9. The Committee had a considerable body of information before it as to the steps which have already been taken in certain countries to carry out the terms of the Opium Convention, but they considered it better to wait for the replies of all the Governments concerned before attempting to review the situation and to report upon it to the Assembly. The collection of the information will necessarily take some time. Several months will elapse before replies can be received from the most distant countries, such as China or Japan. The Committee hope, however, that all the information will be received by the Secretariat before the end of the year. They therefore propose to meet early in 1922 for the purpose of preparing a full report for submission to the Assembly in that year.

10. In the meantime, the Committee think it possible that certain steps can be taken to facilitate the execution of the Convention. They accordingly submit the following recommendations to the Council :—

11. La Commission convient de recommander :

*Que tous les pays qui ont pris part à ladite Convention présentent chaque année à la Société des Nations un rapport exposant les mesures prises sur son territoire, pour appliquer les clauses de la Convention, et donnant des détails statistiques sur la production, la fabrication et le commerce de l'opium.*

Elle propose également de faire préparer par les soins du Secrétariat un formulaire selon les termes duquel le rapport annuel serait rédigé.

12. Les clauses de la Convention chargent les différents Gouvernements de restreindre, aux besoins de la médecine et autres besoins légitimes, l'emploi des drogues auxquelles s'applique le chapitre III de la Convention, à savoir l'opium médicinal, la morphine, la cocaïne, l'héroïne et leurs sels, ainsi que les préparations qui en contiennent.

L'une des difficultés que rencontrent les Gouvernements lorsqu'ils essayent de se conformer à cette obligation, est, qu'à présent, ils n'ont aucune donnée sur la nature des besoins médicaux et autres besoins légitimes dans les différents pays relativement à l'emploi de ces drogues. Aussi la Commission recommande-t-elle :

*Que le Conseil étudie la possibilité d'une enquête sous les auspices de l'Organisation internationale d'Hygiène de la Société ou de toute autre organisation pour déterminer approximativement la quantité moyenne de drogues mentionnées au chapitre III de la Convention, nécessaires pour les besoins de la médecine et autres besoins légitimes dans les divers pays.*

13. Les Gouvernements sont chargés par la Convention de contrôler l'exportation et l'importation des substances auxquelles la Convention s'applique. L'article 3 de la Convention déclare que :

« Les Puissances Contractantes prendront des mesures :

- a) pour empêcher l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en auront prohibé l'entrée ;
- b) et pour contrôler l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en limitent l'importation, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière ».

L'article 5 stipule que :

« Les Puissances Contractantes ne permettront l'importation ou l'exportation de l'opium brut que par des personnes dûment autorisées ».

L'article 13 stipule que :

« Les Puissances Contractantes s'efforceront d'adopter ou de faire adopter des mesures pour que l'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, de leurs pays, possessions, colonies et territoires à bail vers les pays, possessions, colonies ou territoires à bail des autres Puissances Contractantes, n'ait lieu qu'à la destination de personnes ayant reçu les autorisations ou permis prévus par les lois ou règlements du pays importateur. A cet effet, tout Gouvernement pourra communiquer de temps en temps aux Gouvernements des pays exportateurs des listes des personnes auxquelles des autorisations ou permis d'importation de morphine, de cocaïne et de leurs sels respectifs auront été accordés. »

Afin de permettre aux Gouvernements de remplir leurs obligations, et de restreindre l'exportation des produits aux seules personnes autorisées dans les pays d'importation, il est nécessaire qu'ils puissent s'assurer qu'une personne, désirant importer ces produits dans un autre pays, a également une autorisation à cet effet du Gouvernement du pays importateur.

La Commission recommande :

*Que le Conseil propose l'adoption de la procédure suivante aux Gouvernements ayant pris part à la Convention internationale de l'Opium, de façon à leur permettre de remplir les obligations qui leur incombent, conformément aux articles 3 et 5 et à l'article 13 de la Convention :*

11. The Committee agreed to recommend :

*That a Report should be made annually to the League by each country which is a party to the Convention, on the execution in its territory of the provisions of the Convention, with statistics of production, manufacture and trade.*

They have suggested that the Secretariat should prepare a form on which this Annual Report should be made.

12. The provisions of the Convention require the Governments to limit to medical and other legitimate uses the drugs to which Chapter III of the Convention applies, viz. medicinal opium, morphine, cocaine, heroine and their salts, and the preparations containing these.

One difficulty with which the Governments are faced in carrying out this obligation at the present time is the want of information as to what are the medical and other legitimate requirements of the various countries for the use of these drugs. The Committee accordingly recommend :—

*That the Council should consider the possibility of undertaking an inquiry through the International Health Organisation of the League, or otherwise, to determine approximately the average requirements of the drugs specified in Chapter III of the Convention for medical and other legitimate purposes in different countries.*

13. The Governments are required by the Convention to control the export and import of the substances to which the Convention applies. Article 3 of the Convention provides :

“ The Contracting Powers shall take measures :—

“ a) to prevent the export of raw opium to countries which shall have prohibited its entry, and

“ b) to control the export of raw opium to countries which restrict its import, unless regulations on the subject are already in existence. »

Article 5 provides :

“ The Contracting Powers shall not allow the import and export of raw opium except by duly authorised persons. »

Article 13 provides :

“ The Contracting Powers shall use their best endeavours to adopt, or cause to be adopted, measures to ensure that morphine, cocaine and their respective salts, shall not be exported from their countries, possessions, colonies and leased territories to the countries, possessions, colonies and leased territories of the other Contracting Powers except when consigned to persons furnished with the licences or permits provided for by the laws or regulations of the importing country. With this object each Government may communicate from time to time to the Governments of the exporting countries, lists of the persons to whom licences or permits for the import of morphine, cocaine, and their respective salts have been granted ”.

In order to enable the Governments to fulfil their obligations in restricting the export of the substances to authorised persons in the importing countries, it is necessary that they should be satisfied that a person desiring to import them into another country is authorised for that purpose by the Government of the importing country.

The Committee recommend :

*That the Council should suggest the adoption of the following procedure to the Governments which are parties to the International Opium Convention, in order to enable them to carry out their obligations under Articles 3 and 5, and under Article 13, of the Convention :*

*Toute demande d'exportation faite par un importateur, pour la fourniture de l'un quelconque des produits auxquels s'applique la Convention, devra être accompagnée d'un certificat du Gouvernement du pays importateur, stipulant que l'importation de l'envoi en question est approuvée par le Gouvernement, et qu'elle est requise pour des besoins légitimes. Dans le cas des drogues visées par le chapitre III de la Convention, le certificat spécifiera qu'elles sont destinées exclusivement à des fins médicales ou scientifiques.*

Peut-être la Commission peut-elle se permettre de faire remarquer que, conformément à l'article 9, les Gouvernements ayant convenu de coopérer les uns avec les autres, on peut espérer qu'ils donneront tous leur assentiment à l'adoption de la procédure proposée.

14. La Commission a examiné la situation nouvelle créée en Chine par l'extension récente donnée à la culture du pavot. Il semble que dans certaines provinces, le pavot soit cultivé sur une large échelle avec l'approbation tacite ou l'encouragement des gouverneurs de provinces, et que le Gouvernement central soit actuellement impuissant à exercer un contrôle effectif sur les provinces en question. Cette situation a une importance très grande en ce qui concerne l'exécution de la Convention, mais c'est évidemment une question très difficile qui implique des considérations politiques en dehors de la compétence de la Commission.

15. Sir John Jordan, l'un des assesseurs à la Commission, parlant avec toute l'autorité que lui donne sa grande expérience des choses de la Chine et de la question de l'opium; est d'avis qu'il serait peut-être bon, même dans les conditions actuelles, que les Puissances ayant signé le Traité donnent, sous réserve évidemment du consentement du Gouvernement central, des instructions à leurs agents consulaires dans ces provinces, leur enjoignant d'adresser des représentations très sévères aux gouverneurs provinciaux à ce sujet.

La Commission décide, sauf réserve de la part du Représentant de la Chine :

*De prier le Conseil de vouloir bien communiquer cette proposition aux Puissances signataires du Traité, et d'en recommander l'adoption.*

16. La Commission, sur la proposition du Représentant de la Chine, décide également le recommander :

*Que le Conseil attire particulièrement l'attention des Puissances signataires du Traité, sur les stipulations de l'article 15 de la Convention et qu'il insiste pour que l'on prenne les mesures les plus efficaces pour empêcher la contrebande de l'opium et autres drogues dangereuses.*

17. La Convention internationale de l'opium de 1912, avait déjà fait remarquer les difficultés qui proviennent de la facilité avec laquelle ces drogues peuvent être transmises par la poste, et elle avait recommandé à l'union postale universelle de prendre en considération :

1. La nécessité de réglementer les envois d'opium brut par la poste ;
2. La nécessité de réglementer, autant que possible, l'envoi par la poste, de morphine, cocaïne et leurs sels respectifs, ainsi que d'autres produits analogues mentionnés à l'article 14 de la Convention ;
3. La nécessité d'interdire l'envoi par la poste d'opium préparé.

La Commission est heureuse d'apprendre que cette question a été examinée à la récente Conférence de l'Union postale à Madrid, et que la Conférence a décidé d'insérer à l'article 18 de la Convention de l'Union postale universelle, une clause interdisant l'envoi par la poste de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et drogues analogues.

18. La Commission adopte son règlement, dont ci-joint copie à l'Appendice III.



*Every application for the export to an importer of a supply of any of the substances to which the Convention applies shall be accompanied by a certificate from the Government of the importing country that the import of the consignment in question is approved by that Government and is required for legitimate purposes. In the case of the drugs to which Chapter III of the Convention applies, the certificate shall state specifically that they are required solely for medicinal or scientific purposes.*

The Committee may point out that by Article 9, the Governments have agreed to co-operate with one another, and they hope that all Governments will consent to adopt the procedure suggested.

14. The Committee had under consideration the new situation which has arisen in China through the revival of the cultivation of the poppy. It appears that in certain Provinces the poppy is being cultivated on a large scale with the connivance or encouragement of the Provincial Governors, and that the Central Government is, in the present circumstances, unable to exercise any effective control over the Provinces in question. The situation has a very important bearing on the execution of the Convention, but it is evidently one of extreme difficulty and involves political considerations which are outside the competence of the Committee.

15. A suggestion was made by Sir John Jordan, one of the Assessors to the Committee, whose great knowledge of China and the Opium Question enabled him to speak with authority, that some good might be done, even under the present conditions, if the Treaty Powers would — subject, of course, to the consent of the Central Government — instruct their Consular Representatives in the Provinces to make strong representations to the Provincial Governors on the subject.

The Committee decided, subject to a reserve on the part of the Chinese Representative:

*To request the Council to communicate this suggestion to the Treaty Powers and recommend its adoption.*

16. The Committee also decided, at the suggestion of the Chinese Representative, to recommend:

*That the Council should direct the special attention of the Treaty Powers to the provisions of Article 15 of the Convention and urge that the most effective steps possible should be taken to prevent the contraband trade in opium and other dangerous drugs.*

17. The International Opium Convention of 1912 drew attention to the difficulties which are caused by the ease with which the drugs can be transmitted through the post, and recommended to the attention of the Universal Postal Union:—

1. The urgency of regulating the transmission through the post of raw opium;
2. The urgency of regulating, as far as possible, the transmission through the post of morphine, cocaine, and their respective salts and other substances referred to in Article 14 of the Convention;
3. The necessity of prohibiting the transmission of prepared opium through the post.

The Committee are glad to learn that the subject was considered at the recent Conference of the Postal Union at Madrid, and that the Conference decided to insert in Article 18 of the Universal Postal Union Convention, a provision prohibiting the despatch through the post of opium, morphine, cocaine and other drugs.

18. The Committee adopted its Rules of Procedure, a copy of which is attached to this Report as Appendix III.

19. La Commission prend note de l'offre de MM. M. P. Nicolaidi & C<sup>o</sup>, relative au contrôle du trafic de l'opium dans le monde et décide d'en remettre l'examen à une date ultérieure.

20. En ce qui concerne les communications reçues de l'Association internationale de Pékin contre l'Opium, qui ont été déjà distribuées aux Membres du Conseil, la Commission, après avoir étudié la question, décide de répondre à cette Association que la question sera examinée par la Commission lorsqu'elle aura reçu les réponses au questionnaire.

21. La Commission examine le budget des dépenses de la Commission consultative de l'Opium et du Secrétariat pour l'année 1922, et décide que l'on doit prévoir, pour l'année fiscale prochaine, une dépense de 85.000 francs-or, non compris les fonds nécessaires pour les frais d'impression qui doivent être fixés par le Secrétariat. Les dépenses prévues pour 1922 figurent à l'appendice IV.

---

### RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

1. *a)* Que le Conseil use de toute son influence auprès des Etats Membres de la Société des Nations, pour obtenir que ceux qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention, le fassent le plus tôt possible;

*b)* Que le Conseil prie le Gouvernement des Pays-Bas de continuer tous ses efforts pour obtenir la ratification des Etats qui ne sont pas Membres de la Société des Nations.

2. Que tous les pays qui ont pris part à la Convention présentent chaque année à la Société des Nations un rapport exposant les mesures prises sur leur territoire pour appliquer les clauses de la Convention et donnant des détails statistiques sur la production, la fabrication et le commerce de l'opium.

3. Que le Conseil étudie la possibilité d'une enquête sous les auspices de l'Organisation internationale d'Hygiène de la Société ou de toute autre organisation, pour déterminer approximativement la quantité moyenne de drogues mentionnées au chapitre III de la Convention, nécessaires pour les besoins de la médecine et autres besoins légitimes dans les divers pays.

4. Que le Conseil propose l'adoption de la procédure suivante aux Gouvernements avant pris part à la Convention internationale de l'Opium, de façon à leur permettre de remplir les obligations qui leur incombent, conformément aux articles 3 et 5 à l'article 13 de la Convention :

Toute demande d'exportation faite par un importateur, pour la fourniture de l'un quelconque des produits auxquels s'applique la Convention, devra être accompagnée d'un certificat du Gouvernement du pays importateur, stipulant que l'importation de l'envoi en question est approuvée par le Gouvernement et qu'elle est requise pour des besoins légitimes. Dans le cas des drogues visées par le chapitre III de la Convention, le certificat spécifiera qu'elles sont destinées exclusivement à des fins médicales ou scientifiques.

5. Que le Conseil propose aux pays signataires du Traité, sous réserve du consentement du Gouvernement central de la Chine, de donner des instructions à leurs agents consulaires dans les provinces leur enjoignant d'adresser des représentations très sévères aux gouverneurs de provinces au sujet de la culture de l'opium.

6. Que le Conseil attire particulièrement l'attention des Puissances signataires du Traité sur les stipulations de l'article 15 de la Convention et qu'il insiste pour que l'on prenne les mesures les plus efficaces pour empêcher la contrebande de l'opium et autres drogues dangereuses.

---

19. The Committee took note of a proposal of Messrs. M. P. Nicolaidi & Co. for controlling the opium trade of the world, and decided that the consideration of the matter should be deferred for the present.

20. Regarding the communications from the Peking International Anti-Opium Association, which have been circulated to the Members of the Council, the Committee, after having given due consideration to the question, decided to reply to the Association to the effect that the matter will be taken up by the Committee when replies to the Questionnaire have been received.

21. The Committee examined the estimated expenditure of the Advisory Committee on Traffic in Opium and the Secretariat for the year 1922, and decided that the estimate for the next fiscal year be 85,000 gold francs, exclusive of the sum for printing expenses, which was to be determined by the Secretariat. The estimated expenditure for 1922 is shown in Appendix IV.

---

### SUMMARY OF RECOMMENDATIONS

1. (a) That the Council should use its influence with those States which are Members of the League and have not signed or ratified the Convention, to do so as soon as possible ;

(b) That the Netherlands Government should be asked to continue its efforts to secure ratification by those States which are not Members of the League.

2. That a report should be made annually to the League by each country which is a party to the Convention, on the execution in its territory of the provisions of the Convention, with statistics of production, manufacture and trade.

3. That the Council should consider the possibility of undertaking an inquiry through the International Health Organisation of the League, or otherwise, to determine approximately the average requirements of the drugs specified in Chapter III of the Convention for medical and other legitimate purposes in different countries.

4. That the Council should suggest the adoption of the following procedure to the Governments which are parties to the International Opium Convention, in order to enable them to carry out their obligations under Articles 3 and 5, and under Article 13, of the Convention :

Every application for the export to an importer of a supply of any of the substances to which the Convention applies shall be accompanied by a certificate from the Government of the importing country that the import of the consignment in question is approved by that Government and is required for legitimate purposes. In the case of the drugs to which Chapter III of the Convention applies, the certificate shall state specifically that they are required solely for medicinal or scientific purposes.

5. That the Council should suggest to the Treaty Powers that, subject to the consent of the Central Government of China, they should instruct their Consular Representatives in the Provinces to make strong representations to the Provincial Governors on the subject of poppy cultivation.

6. That the Council should direct the special attention of the Treaty Powers to the provisions of Article 15 of the Convention and urge that the most effective steps possible should be taken to prevent the contraband trade in opium and other dangerous drugs.

---

## Annexe 1.

### CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIUM : POSITION DES DIFFÉRENTS ÉTATS AU MOMENT DE LA PREMIÈRE SESSION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DU TRAFIC DE L'OPIUM

A. *Etats qui ont ratifié la Convention internationale de l'Opium et signé le Protocole de clôture de la 3<sup>me</sup> Conférence internationale de l'Opium, ou qui, en ratifiant les traités de paix, ont assumé les mêmes obligations.*

- |                          |                               |
|--------------------------|-------------------------------|
| 1. Afrique du Sud        | 20. Inde                      |
| 2. Allemagne             | 21. Italie                    |
| 3. Etats-Unis d'Amérique | 22. Japon                     |
| 4. Australie             | 23. Libéria                   |
| 5. Autriche              | 24. Luxembourg                |
| 6. Belgique              | 25. Nouvelle-Zélande          |
| 7. Bolivie               | 26. Nicaragua                 |
| 8. Brésil                | 27. Norvège                   |
| 9. Bulgarie              | 28. Panama                    |
| 10. Canada               | 29. Pays-Bas                  |
| 11. Chine                | 30. Pérou                     |
| 12. Cuba                 | 31. Pologne                   |
| 13. Espagne              | 32. Portugal                  |
| 14. France               | 33. Roumanie                  |
| 15. Grande-Bretagne      | 34. Etat Serbe-Croate-Slovène |
| 16. Grèce                | 35. Siam                      |
| 17. Guatémala            | 36. Suède                     |
| 18. Haïti                | 37. Tchéco-Slovaquie          |
| 19. Honduras             | 38. Uruguay                   |

B. *Etats qui ont ratifié la Convention mais n'ont pas encore signé le Protocole de clôture de la 3<sup>me</sup> Conférence.*

- |             |              |
|-------------|--------------|
| 1. Danemark | 3. Venezuela |
| 2. Equateur |              |

C. *Etats qui ont signé mais n'ont pas encore ratifié la Convention.*

- |                           |              |
|---------------------------|--------------|
| 1. Argentine              | 7. Paraguay  |
| 2. Chili                  | 8. Perse     |
| 3. Colombie               | 9. Russie    |
| 4. Costa-Rica             | 10. Salvador |
| 5. République Dominicaine | 11. Suisse   |
| 6. Mexique                |              |

### Annex 1.

#### POSITION OF STATES VIS-A-VIS THE INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION AT THE TIME OF THE FIRST SESSION OF THE ADVISORY COMMITTEE ON TRAFFIC IN OPIUM

A. *States which have ratified the International Opium Convention and signed the Protocol of Cloture of the third International Opium Conference, or have ratified the Peace Treaties, thereby undertaking the same obligations.*

- |                              |                               |
|------------------------------|-------------------------------|
| 1. South Africa.             | 20. India.                    |
| 2. Germany.                  | 21. Italy.                    |
| 3. United States of America. | 22. Japan.                    |
| 4. Australia.                | 23. Liberia.                  |
| 5. Austria.                  | 24. Luxemburg.                |
| 6. Belgium.                  | 25. New Zealand.              |
| 7. Bolivia.                  | 26. Nicaragua.                |
| 8. Brazil.                   | 27. Norway.                   |
| 9. Bulgaria.                 | 28. Panama.                   |
| 10. Canada.                  | 29. Netherlands.              |
| 11. China.                   | 30. Peru.                     |
| 12. Cuba.                    | 31. Poland.                   |
| 13. Spain.                   | 32. Portugal.                 |
| 14. France.                  | 33. Roumania.                 |
| 15. Great Britain.           | 34. Serb-Croat-Slovene State. |
| 16. Greece.                  | 35. Siam.                     |
| 17. Guatemala.               | 36. Sweden.                   |
| 18. Haiti.                   | 37. Czecho-Slovakia.          |
| 19. Honduras.                | 38. Uruguay.                  |

B. *States which have ratified the Convention but not yet signed the Protocol of Cloture of the third Conference.*

- |             |               |
|-------------|---------------|
| 1. Denmark. | 3. Venezuela. |
| 2. Ecuador. |               |

C. *States which have signed but not yet ratified the Convention.*

- |                        |                  |
|------------------------|------------------|
| 1. Argentine.          | 7. Paraguay.     |
| 2. Chile.              | 8. Persia.       |
| 3. Colombia.           | 9. Russia.       |
| 4. Costa Rica.         | 10. Salvador.    |
| 5. Dominican Republic. | 11. Switzerland. |
| 6. Mexico.             |                  |

D. *Etats qui n'ont pas encore signé la Convention.*

- |                |                      |
|----------------|----------------------|
| 1. Abyssinie   | 11. Hongrie *        |
| 2. Afghanistan | 12. Islande          |
| 3. Albanie     | 13. Latvie           |
| 4. Andorre     | 14. Liechtenstein    |
| 5. Arménie     | 15. Lithuanie        |
| 6. Azerbeïdjan | 16. Monaco           |
| 7. Esthonie    | 17. Russie (Soviets) |
| 8. Finlande    | 18. St-Marin         |
| 9. Géorgie     | 19. Turquie *        |
| 10. Hedjaz     |                      |

---

\* Etats qui ont été invités par le Gouvernement néerlandais à signer la Convention, mais ne l'ont pas encore fait.

---

D. *States which have not yet signed the Convention.*

- |                 |                      |
|-----------------|----------------------|
| 1. Abyssinia.   | 11. Hungary (*)      |
| 2. Afghanistan. | 12. Iceland.         |
| 3. Albania.     | 13. Latvia.          |
| 4. Andora.      | 14. Liechtenstein.   |
| 5. Armenia.     | 15. Lithuania.       |
| 6. Azerbaidjan. | 16. Monaco.          |
| 7. Esthonia.    | 17. Russia (Soviet). |
| 8. Finland.     | 18. San Marino.      |
| 9. Georgia.     | 19. Turkey (*).      |
| 10. Hedjaz.     |                      |

---

(\*) States which have been invited by the Netherlands Government to sign the Convention but have not yet done so.

---

## Annexe 2.

## QUESTIONNAIRE A ADRESSER AUX GOUVERNEMENTS

*Lettre d'envoi du Secrétaire Général*

GENÈVE,

1921.

Le Secrétaire Général a l'honneur d'attirer l'attention du Gouvernement

sur les dispositions suivantes, au sujet du trafic de l'opium.

1. L'article 24, paragraphe 2, de la Convention internationale de l'Opium, 1912, stipule :

« A l'égard des lois, règlements et autres mesures prévus par la présente Convention, il est convenu que les projets requis à cet effet seront rédigés au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la Convention. En ce qui concerne les lois, elles seront aussi proposées par les Gouvernements à leurs Parlements ou Corps législatifs dans ce même délai de six mois, et en tout cas à la première session qui suivra l'expiration de ce délai. »

2. Dans le Protocole de clôture de la troisième Conférence internationale de l'Opium, 1914, il est stipulé à la partie A :

« III. — Que, si à une date à déterminer par la Conférence, toutes les Puissances signataires n'ont pas encore déposé leurs ratifications, il sera loisible aux Puissances signataires dont à cette date les ratifications auront été déposées, de faire entrer en vigueur la Convention. La même faculté sera laissée aux Puissances signataires qui déposeront successivement leurs ratifications après cette date.

« IV. — Que la date visée sous III est le 31 décembre 1914. »

3. L'article 23 du Pacte de la Société des Nations stipule que :

« Sous la réserve, et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société :

(a) . . . . .

(b) . . . . .

(c) chargent la Société du contrôle général des accords relatifs . . . . .  
du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles. »

4. L'article 295 du Traité de Paix conclu avec l'Allemagne, l'article 247 du Traité de Paix avec l'Autriche, l'article 174 du Traité de Paix avec la Bulgarie, stipulent que :



**Annex 2.**

**QUESTIONNAIRE TO BE ADDRESSED TO GOVERNMENTS**

*Covering note from the Secretary-General*

GENEVA, 1921.

The Secretary-General has the honour to draw the attention of the Government to the following provisions regarding Traffic in Opium.

1. Article 24, paragraph 2, of the International Opium Convention, 1912, provides :

*(Translation)*. "With regard to the laws, regulations, or other measures contemplated by the present Convention, it is agreed that the Bills or drafts required for this purpose shall be prepared not later than six months after the entry into force of the Convention. As regards the laws, they shall also be submitted by their Governments to the Parliaments or legislative bodies within the same period of six months, or in any case at the first session following the expiration of this period."

2. In the Protocol of Cloture of the Third International Opium Conference, 1914, Part A provides :

*(Translation)*. "III. That if all the signatory Powers have not yet deposited their ratifications by a certain date to be fixed by the Conference it shall be legal (*loisible*) for the Powers which at that date shall have deposited their ratifications to cause the Convention to come into force. The same faculty (*faculté*) shall be permitted to the signatory Powers which shall successively deposit their ratifications after that date .

"IV. That the date referred to in Article III be December 31st, 1914."

3. Article 23 of the Covenant of the League of Nations provides :

"Subject to and in accordance with the provisions of international conventions existing or hereafter to be agreed upon, the Members of the League :

(a) . . . . .

(b) . . . . .

(c) will entrust the League with the general supervision over the execution of agreements with regard to . . . . . the traffic in opium and other dangerous drugs."

4. Article 295 of the Peace Treaty with Germany, Article 247 of the Peace Treaty with Austria, and Article 174 of the Peace Treaty with Bulgaria, provide :

« Celles des Hautes Parties Contractantes qui n'auraient pas encore signé ou qui, après avoir signé, n'auraient pas encore ratifié la Convention de l'Opium, signée à La Haye, le 23 janvier 1912, sont d'accord pour mettre cette Convention en vigueur, et, à cette fin, pour édicter la législation nécessaire aussitôt qu'il sera possible, et, au plus tard, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité.

« Les Hautes Parties Contractantes conviennent, en outre, pour celles d'entre elles qui n'ont pas encore ratifié ladite Convention, que la ratification du présent Traité équivaldra, à tous égards, à cette ratification, et à la signature du Protocole spécial ouvert à La Haye, conformément aux résolutions de la troisième Conférence de l'Opium, tenue en 1914 pour la mise en vigueur de ladite Convention. »

5. Le premier et le deuxième alinéas de la résolution adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations, le 15 décembre 1920, prévoient que :

« L'article 23 du Pacte confie à la Société des Nations la mission de contrôler l'exécution des mesures prises au sujet du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles ;

« en conséquence, l'Assemblée est d'accord avec le Gouvernement des Pays-Bas pour juger préférable de laisser la Société des Nations assumer les responsabilités qui, aux termes de la Convention de l'Opium, incombent au Gouvernement des Pays-Bas, en ce qui concerne les renseignements à recueillir et les différends à régler.

« Pour ces raisons, et afin de permettre à la Société d'exercer un contrôle général sur l'exécution des mesures réglementant ce trafic, le Secrétariat de la Société sera chargé du soin de recueillir, entre autres renseignements nécessaires, ceux qui concernent les mesures prises dans les différents pays pour assurer l'exécution de la Convention de l'Opium, ainsi que ceux relatifs à la production, la distribution et la consommation des drogues. »

Conformément aux dispositions ci-dessus, le Secrétaire Général a l'honneur de prier

le Gouvernement de bien vouloir lui fournir les renseignements demandés dans le questionnaire qui accompagne cette lettre, afin de permettre à la Société de remplir la tâche qui lui a été confiée. Ce questionnaire, comme le

Gouvernement voudra bien s'en rendre compte, s'inspire des dispositions de la Convention internationale de l'Opium de 1912.

Le Secrétaire Général désirerait vivement que les réponses au Questionnaire puissent parvenir au Secrétariat avant le

1921.

“Those of the High Contracting Parties which have not yet signed, or which have signed but not yet ratified, the Opium Convention signed at The Hague on January 23rd, 1912, agree to bring the said Convention into force, and for this purpose to enact the necessary legislation without delay and in any case within a period of twelve months from the coming into force of the present Treaty.”

“Furthermore, they agree that the ratification of the present Treaty should, in the case of Powers which have not yet ratified the Opium Convention, be deemed in all respects equivalent to the ratification of that Convention and to the signature of the special Protocol which was opened at The Hague in accordance with the resolutions adopted by the Third Opium Conference in 1914 for bringing the said Convention into force.”

5. In the Resolution adopted by the Assembly of the League of Nations on December 15th, 1920, the first and second paragraphs provide as follows :

“That, having regard to the duty placed on the League by Article 23 of the Covenant to supervise the execution of arrangements with regard to the traffic in opium and other dangerous drugs, the Assembly concurs with the Netherlands Government in its view that it will be preferable for the League to undertake the duties placed upon the Netherlands Government by the Opium Convention with regard to the collection of data and dealing with disputes.”

“That for this purpose and for the purpose of enabling the League to exercise its general supervision over the execution of arrangements with regard to this traffic, the Secretariat of the League is entrusted with the duty of collecting information as to the arrangements made in the various countries for carrying out the Opium Convention, the production, distribution, and consumption of the drugs, and other necessary data”.

In accordance with the above various provisions, the Secretary-General has the honour to request the Government to furnish him with the information asked in the accompanying Questionnaire in order to enable the League to carry out the duty entrusted to it. This Questionnaire, as the

Government will be aware, is drawn up in accordance with the provisions of the International Opium Convention of 1912.

The Secretary-General will be grateful if a reply to the Questionnaire can be returned to the Secretariat before 1921.

## QUESTIONNAIRE

A. — *Opium brut.*

1. *a)* Prière de fournir une analyse des lois ou règlements en vigueur se rapportant aux articles 1, 2, 3, 4 et 5 respectivement, de la Convention internationale de l'Opium, en indiquant les titres et dates de mise en vigueur.

*b)* Prière de joindre dix exemplaires des textes de lois ou règlements respectifs.

2. Prière de donner des indications générales au sujet de l'application et du fonctionnement de ces lois ou règlements et d'indiquer leur degré d'efficacité.

3. Prière d'indiquer, dans un tableau statistique, l'étendue des cultures de pavots (en hectares ou en acres) pour 1920 et pour chacune des dix années précédentes, ou indiquer les quantités produites, en kilogrammes ou en livres, si les chiffres relatifs aux surfaces cultivées ne sont pas accessibles. Il serait préférable que les deux séries de chiffres fussent fournies.

4. Prière de donner une description sommaire de la façon dont l'opium produit est employé, aussi bien en ce qui concerne la consommation intérieure que l'exportation.

5. Prière de donner les renseignements statistiques suivants :

*a)* Vers quels pays et en quelle quantité (en kilogrammes ou en livres) l'opium brut a-t-il été exporté au cours de 1920 et de chacune des dix années précédentes, ou tout au moins en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

*b)* De quels pays et en quelle quantité (en kilogrammes ou en livres) l'opium brut a-t-il été importé au cours de 1920 et de chacune des dix années précédentes, ou tout au moins en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

6. Prière de donner les noms des villes, ports ou localités par où s'effectue l'exportation ou l'importation, ainsi que les quantités à l'entrée ou à la sortie de ces villes, ports ou localités, au cours de 1920 et de chacune des dix années précédentes ou tout au moins en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles; les chiffres relatifs à l'importation sous quelque forme que ce soit (consommation directe, mise en entrepôt réel ou fictif, magasinage ou tout autre affectation quelconque) exportation, réexportation, transbordement et transit, devront être donnés séparément, sous chacune des rubriques ci-dessus.

B. — *Opium ayant subi une préparation.*

7. *a)* Prière de fournir une analyse des lois ou règlements en vigueur se rapportant aux articles 6, 7 et 8 respectivement, de la Convention, en indiquant les titres et dates de mise en vigueur.

*b)* Prière de joindre dix exemplaires des textes de lois ou règlements respectifs.

8. Prière de donner des indications générales au sujet de l'application et du fonctionnement de ces lois ou règlements et d'indiquer leur degré d'efficacité.

## QUESTIONNAIRE

A. — *Raw Opium*

1. *a)* Please furnish a summary of the laws or regulations in force with reference to Articles 1, 2, 3, 4 and 5 respectively, of the International Opium Convention, mentioning their titles and the dates on which they came into force.

*b)* Please annex ten copies of the respective texts of these laws or regulations.

2. Please give a general account of the administration and working of these laws or regulations and their effectiveness in achieving their object.

3. Please make a statistical statement as to the area under poppy cultivation (in hectares or acres) for 1920 and for each of the preceding ten years, or give the quantity produced in kilograms or pounds, if the acreage figures are not available. Preferably, both sets of figures should be given.

4. Please give a brief description of the manner in which the opium produced is disposed of both as regards internal consumption and export.

5. Please give the following statistical information:

*a)* To what countries and in what quantities (in kilograms or pounds) respectively was raw opium exported in 1920 and in each of the preceding ten years, or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

*b)* From what countries and in what quantities (in kilograms or pounds) respectively was raw opium imported in 1920 and in each of the preceding ten years, or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

6. Please give the names of the towns, ports or other localities through which the export and import of raw opium is permitted, and the amounts coming into and leaving each such town, port or other locality during 1920 and in each of the preceding ten years, or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available. Import in any form (for direct consumption, bonding, warehousing or any other purpose whatever), export, re-export, transshipment or transit, should be shown under separate headings.

B. — *Prepared Opium*

7. *a)* Please furnish a summary of the laws or regulations in force with reference to Articles 6, 7 and 8 respectively of the International Opium Convention, mentioning their titles and the dates on which they came into force.

*b)* Please annex ten copies of the respective texts of these laws or regulations.

8. Please give a general account of the administration and working of these laws or regulations and their effectiveness in achieving their object.

9. Dans le cas où l'exportation de l'opium manufacturé n'a pas encore été interdite au bout de quel laps de temps le sera-t-elle ? (Voir article 7 de la Convention).

10. Au cas où le Gouvernement n'a pas encore supprimé la fabrication, le commerce et l'emploi de l'opium préparé, prière de donner les renseignements statistiques suivants sur l'opium ayant subi une préparation :

a) Quantités manufacturées au cours des dix années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

b) Noms des manufactures.

c) Quantités utilisées pour la consommation intérieure au cours des dix années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

d) Nombre de consommateurs au cours des dix années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920, et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

e) Mode ou modes de consommation ; dans le cas de modes différents, indiquer pour chacun, la proportion d'opium consommé.

11. A quelle date le Gouvernement se propose-t-il de supprimer complètement la fabrication, le commerce et l'emploi d'opium préparé ?

12. Prière de donner le nom des villes, ports ou localités, par où s'effectue l'exportation autorisée de l'opium manufacturé. Indiquer les quantités exportées respectivement avec le nom de chaque pays destinataire au cours des dix années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

### C. — *Opium médicinal, morphine, cocaïne, etc.*

13. a) Prière de fournir une analyse des lois ou règlements en vigueur se rapportant aux articles 9, 10, 11, 12, 13 et 14 respectivement, de la Convention, en indiquant les titres et dates de mise en vigueur.

b) Prière de joindre dix exemplaires des textes de lois ou règlements respectifs.

14. Prière de donner des indications générales au sujet de l'application et du fonctionnement de ces lois ou règlements, et d'indiquer leur degré d'efficacité. Fournir un exposé des conditions auxquelles les licences et autorisations ont été, ou sont accordées en ce qui concerne : 1° l'importation ; 2° l'exportation ; 3° la fabrication ; 4° la vente et la distribution de la morphine, de la cocaïne, de l'héroïne et de leurs sels respectifs, ainsi que de l'opium médicinal.

15. Prière de donner les renseignements statistiques suivants sur : la morphine, la cocaïne, l'héroïne et leurs sels respectifs, ainsi que sur l'opium médicinal, selon la définition donnée de ces produits dans le chapitre III de la Convention de La Haye.\*

\* *Définitions.* — Par « opium médicinal » on entend :

L'opium brut qui a été chauffé à 60° centigrades et ne contient pas moins de 10 % de morphine, qu'il soit ou non en poudre ou granulé ou mélangé avec des matières neutres.

Par « morphine » on entend :

Le principal alcaloïde de l'opium ayant la formule chimique  $C_{17}H_{19}NO_7$ .

Par « cocaïne » on entend :

Le principal alcaloïde des feuilles de l'*Erythroxylon Coca*, ayant la formule  $C_{17}H_{21}NO_4$ .

Par héroïne on entend :

La diacetyl-morphine ayant la formule  $C_{21}H_{23}NO_5$ .

9. In case the export of prepared opium has not yet been prohibited, within what probable period of time will it be prohibited? (See Article 7 of the Convention.)

10. If the Government has not yet entirely suppressed the manufacture of, trade in and use of prepared opium, please state:—

(a) Quantities manufactured during the last ten years or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

(b) Names of the factories.

(c) Quantity of home consumption during the last ten years or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

(d) The number of consumers during the last ten years or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

(e) The manner or manners of consumption with, in each case, the relative proportions thus consumed.

11. By what date does the Government propose to complete the suppression of the manufacture of, trade in and use of prepared opium?

12. Please give the names of the towns, ports or other localities through which the export of prepared opium is permitted, and the quantities of exports respectively, with the names of the countries of destination, during the last ten years or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

### C. — Medicinal Opium, Morphine, Cocaine, etc.

13. (a) Please furnish a summary of the laws or regulations in force with reference to Articles 9, 10, 11, 12, 13 and 14 respectively of the International Opium Convention, mentioning their titles and the dates on which they came into force.

(b) Please annex ten copies of the respective texts of these laws or regulations.

14. Please give a general account of the administration and working of these laws or regulations, and their effectiveness in achieving their object, and a statement of the conditions under which licences or permits for the (1) import, (2) export, (3) manufacture, (4) sale and distribution of morphine, cocaine, heroine and their respective salts and medicinal opium are or have been granted.

15. Please give the following statistical information regarding morphine, cocaine, heroine and their respective salts, and medicinal opium, as defined in Chapter III of the Convention.\*

\* *Definitions.* — By "medicinal opium" is understood:

Raw opium which has been heated to 60° centigrade and contains not less than 10 per cent. of morphine, whether or not it be powdered or granulated or mixed with indifferent materials.

By "morphine" is understood:

The principal alkaloid of opium, having the chemical formula  $C_{17}H_{19}NO_3$ .

By "cocaine" is understood:

The principal alkaloid of the leaves of *Erythroxylon Coca*, having the formula  $C_{17}H_{21}NO_4$ .

By "heroine" is understood:

Diacetyl-morphine, having the formula  $C_{21}H_{23}NO_5$ .

*a)* Quantités manufacturées, au cours de 1920 et de chacune des dix années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

*b)* Liste des fabriques.

*c)* Quantités utilisées pour la consommation intérieure au cours de 1920 et de chacune des années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

*d)* Quantités d'opium exportées au cours de 1920 et de chacune des dix années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles, avec indication du nom de chaque pays destinataire.

*e)* Quantités importées, avec indication du nom de chaque pays d'origine, au cours de 1920 et de chacune des dix années précédentes ou, tout au moins, en 1919 et 1920 et au cours de la dernière année, précédant la guerre, dont les chiffres soient accessibles.

#### D. — *La Chine et les Puissances Contractantes.*

(Pour la Chine et les Puissances Contractantes seulement : pour la Chine, voir les articles 15 et 16 de la Convention, et pour les Puissances Contractantes voir les articles 15, 17, 18 et 19.)

16. *a)* Prière de fournir une analyse des lois et règlements en vigueur se rapportant aux articles 15, 16, 17, 18 et 19 respectivement, de la Convention, en indiquant les titres et date de mise en vigueur.

*b)* Prière de joindre dix exemplaires des textes de lois ou règlements respectifs.

17. Prière de donner des indications générales au sujet de l'application et du fonctionnement de ces lois ou règlements et d'indiquer leur degré d'efficacité.

Dans les cas constatés de contrebande, prière de donner un relevé des quantités de chacune de ces drogues saisies au cours des six dernières années, indiquant le pays d'origine supposé et la nationalité des contrebandiers.

18. Prière, le cas échéant, de fournir des renseignements statistiques sur le nombre et la nature des délits commis chaque année depuis l'entrée en vigueur des lois ou règlements s'appliquant aux cas suivants :

(Comme dans le cas des articles 16 et 17, les paragraphes *a* et *b* s'appliquent à la Chine et les paragraphes *a*, *c*, *d* et *e* aux Puissances Contractantes.)

*a)* La contrebande (Article 15).

*b)* Vente et distribution par des Chinois ou par des étrangers, de la morphine, de la cocaïne, de l'héroïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des produits visés dans l'article 14 de la Convention (Article 16).

*c)* Opium fumé et fumeries d'opium (Article 17).

*d)* Vente d'opium brut ou préparé (Article 18).

*e)* Importation illégale en Chine, sous forme de colis postaux ainsi que le transport illégal par poste, d'un endroit à l'autre de la Chine, de l'opium (brut ou préparé), de la morphine, de la cocaïne, de l'héroïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des autres produits visés dans l'article 14 de la Convention (Article 19).



(a) Quantities manufactured in 1920 and in each of the preceding ten years, or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

(b) Names of the factories.

(c) Quantity of home consumption in 1920 and in each of the preceding ten years, or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

(d) Quantities exported with, in each case, the names of the countries of destination, in 1920 and in each of the preceding ten years, or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

(e) Quantities imported with, in each case, the names of the countries of origin, in 1920 and in each of the preceding ten years, or, at least, in 1919, 1920 and in the last year before the war for which figures are available.

#### D. — *Concerning China and the Contracting Powers*

(For China and the Contracting Powers only; for China see Articles 15 and 16 of the Convention, and for the Contracting Powers see Articles 15, 17, 18 and 19).

16. (a) Please furnish a summary of the laws or regulations in force with reference to Articles 15, 16, 17, 18 and 19 respectively of the International Opium Convention, mentioning their titles and the dates on which they came into force.

(b) Please annex ten copies of the respective texts of these laws or regulations.

17. Please give a general account of the administration and working of these laws or regulations and their effectiveness in achieving their object.

In detected cases of smuggling, please give a statement of the quantities of each of the drugs seized during the last six years, showing the reputed countries of origin and the nationality of the smugglers.

18. Please give statistical information regarding the number and nature, if any, of offences committed annually since the enforcement of the laws or regulations as regards:—

(As in the case of Articles 16 and 17, paragraphs *a* and *b* apply to China and paragraphs *a*, *c*, *d* and *e* to the Contracting Powers.)

(a) Smuggling (Article 15).

(b) Sale and distribution, either by Chinese or foreigners, of morphine, cocaine, heroine and their respective salts and of the substances referred to in Article 14 of the Convention (Article 16).

(c) Opium-smoking and keeping of opium dens (Article 17).

(d) Sale of raw or prepared opium (Article 18).

(e) Illegal import into China in the form of postal packages, as well as the illegal transmission through the post offices from one place in China to another, of opium (raw or prepared), morphine, cocaine, heroine and their respective salts, and of the other substances referred to in Article 14 of the Convention (Article 19).

19. Quelles mesures ont été prises rendant passibles de peines la possession illégale des drogues indiquées à l'article 20 de la Convention ?

E. — *Renseignements complémentaires.*

20. Les stipulations de la Convention relativement à la cocaïne doivent-elles s'appliquer également aux feuilles de coca et à l'ecgonine ? Sinon, existe-t-il des mesures de contrôle s'appliquant à l'importation, etc., des feuilles de coca et à la fabrication de l'ecgonine ?

21. Le chanvre indien a-t-il déjà fait l'objet de mesures de contrôle ? L'emploi de cette substance a-t-il été étudié au point de vue statistique et scientifique, ainsi que l'avait recommandé la Conférence de La Haye ? Dans l'affirmative, quels ont été les résultats de cette étude ?

22. Des mesures de contrôle analogues ont-elles été également appliquées :

a) Aux autres dérivés de la morphine, de la cocaïne, de l'héroïne ou de leurs sels respectifs ?

b) Aux autres alcaloïdes de l'opium que l'expérience a prouvé donner lieu aux mêmes abus et produire les mêmes effets ?

c) Aux autres substances que l'expérience a prouvé donner lieu aux mêmes abus et produire les mêmes effets ?

23. Prière de fournir des renseignements, observations ou mémoires sur toutes questions touchant à la Convention qui peuvent avoir été émises dans le questionnaire, si on estime qu'elles peuvent être utiles à la Société pour lui permettre de s'acquitter de sa tâche.

NOTE

Les Gouvernements des pays qui possèdent des colonies (possessions ne faisant pas partie séparément de la Société) ou territoires à bail, sont également priés de fournir des renseignements analogues concernant la situation dans ces colonies, possessions ou territoires à bail. Dans ce cas, pour permettre au Secrétariat d'examiner et de classer plus facilement les réponses, les Gouvernements sont priés de vouloir bien les communiquer séparément dès qu'elles seront au point, au lieu de les envoyer en bloc, ce qui ne saurait être fait sans un long délai.

---

19. What measures have been taken to make it an offence to be in illegal possession of the drugs specified in Article 20 of the Convention?

E. — *Other information.*

20. Are the provisions of the Convention with regard to cocaine regarded as applying to coca leaves and to ecgonine? If not, are any measures of control applied to the import, etc., of coca leaves and the manufacture, etc., of ecgonine?

21. Have any measures of control been applied to Indian hemp? Has the use of this substance been studied from the statistical and scientific point of view, as recommended by the Hague Conference, and if so, with what results?

22. Have similar measures of control been applied to:—

(a) Other derivatives of morphine, cocaine, heroine or their respective salts?

(b) Other alkaloids of opium which have been shown to be liable to similar abuse and productive of like ill effects?

(c) Any other substances which have been shown to be liable to similar abuse and productive of like ill effects?

23. Please supply information, observations or memoranda on any subject in connection with the Convention which may have been omitted from the Questionnaire and which are considered as useful to the League in carrying out the duties entrusted to it.

NOTE.

Governments of those countries which have Colonies or Possessions (which do not constitute separate Members of the League), or Leased Territories, are requested to furnish similar information with regard to these Colonies, Possessions or Leased Territories. In this case they would greatly facilitate the work of the Secretariat in examining and collating the returns if they would be good enough to send the replies one by one as soon as they are completed, instead of sending them all together, which would necessarily involve a delay.

## Annexe 3.

### RÈGLEMENT INTÉRIEUR

#### ARTICLE PREMIER

La Commission Consultative se réunira, suivant les instructions du Conseil, et au moins une fois par an au siège de la Société. Elle sera convoquée au nom du Conseil par communication du Secrétaire Général adressée aux Gouvernements intéressés, ainsi qu'aux Membres et Assesseurs de la Commission.

#### ARTICLE 2

La Commission élira parmi ses Membres un Président et un Vice-Président au commencement de chaque session. Le Président et le Vice-Président resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

#### ARTICLE 3

Les Assesseurs auront les mêmes droits que les Membres, sauf le droit de vote et le droit d'être élus Président ou Vice-Président de la Commission.

#### ARTICLE 4

Le Secrétaire Général de la Société des Nations pourvoira au Secrétariat de la Commission.

#### ARTICLE 5

L'ordre du jour de chaque session sera préparé par le Secrétariat et transmis, trois mois avant l'ouverture de la session aux Gouvernements intéressés, aux Membres de la Commission et aux Assesseurs. Toute question adressée à cette fin par écrit au Secrétariat par un Membre de la Commission ou par un Assesseur sera inscrite à l'ordre du jour. Si après communication de l'ordre du jour, un Membre de la Commission propose de discuter une nouvelle question au cours d'une session, la Commission décidera si cette discussion aura lieu.

#### ARTICLE 6

Dans toute discussion, tout Membre pourra poser la question préalable ou suspensive. Cette question aura la priorité et sera mise aux voix sans discussion.

#### ARTICLE 7

Le quorum pour chaque séance de la Commission sera constitué par la majorité des Membres de la Commission. Toutes les décisions de la Commission seront adoptées à la majorité des voix des Membres présents à la séance.

---

### Annex 3.

#### RULES OF PROCEDURE

##### ARTICLE 1.

The Advisory Committee shall meet as the Council may direct and at least once a year at the seat of the League. The Advisory Committee shall be convened by communications addressed in the name of the Council by the Secretary-General, both to the Governments concerned and to the Members and Assessors of the Committee.

##### ARTICLE 2.

The Committee shall elect its Chairman and Vice-Chairman at the beginning of each session from among its Members. The Chairman and Vice-Chairman shall remain in office until the election of their successors.

##### ARTICLE 3.

Assessors shall have the same rights as Members, except the right of voting and the right of being elected Chairman or Vice-Chairman of the Committee.

##### ARTICLE 4.

The Secretariat of the Committee shall be provided by the Secretary-General of the League of Nations.

##### ARTICLE 5.

The Agenda for each session shall be prepared by the Secretariat and transmitted, three months before the opening of the Session, both to the Governments concerned, to the Members of the Committee and to the Assessors.

Any items proposed in writing to the Secretariat by a Member of the Committee or an Assessor shall be placed on the Agenda.

If, after the circulation of the Agenda, any Member proposes a new question for discussion during a session of the Committee, the Committee shall decide whether it will discuss such subject.

##### ARTICLE 6.

During the discussion of any question any Member may move the previous question or the adjournment. Such a motion shall have priority and shall be voted on without discussion.

##### ARTICLE 7.

The quorum at a sitting of the Committee shall be constituted by a majority of the Members of the Committee.

The Committee shall take all decisions by a majority of the Members present at the sitting.

## Annexe 4 .

TABLEAU DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES DE LA SECTION DU  
TRAFIC DE L'OPIMUM POUR 1922

A. Traitements du Secrétariat, etc. . . . .	Francs-or
Secrétaire de la Section du Trafic de l'Opium . . . . .	21.000
Secrétaire Adjoint . . . . .	10.500
Sténographe . . . . .	8.400
Personnel spécial provisoire chargé de la préparation du rapport sur les réponses au questionnaire. . . . .	10.100
	<u>50.000</u>
B. Frais de voyage . . . . .	12.000
C. Dépense des assesseurs . . . . .	20.000
(Le voyage aller et retour des assesseurs leur sera remboursé ; ils recevront une indemnité de séjour de 70 fr.-or par jour).	
D. Dépenses imprévues . . . . .	3.000
En ce qui concerne les dépenses d'imprimerie, la Commission a conclu que n'ayant aucune idée du total auquel elles s'élèveraient, il conviendrait de laisser au Secrétariat le soin d'en fixer le chiffre.	
Le Secrétariat estime que les dépenses d'imprimerie pour 1922 s'élèveront à . . . . .	
	15.000
Total . . . . .	<u><u>100.000</u></u>

## Annex 4

ESTIMATE OF EXPENDITURE OF THE OPIUM TRAFFIC  
SECTION FOR 1922.

A. Secretariat Salaries, etc.	Gold francs.
Secretary in Charge of the Section of Traffic in Opium . . . . .	21.000
Assistant . . . . .	10.500
Stenographer . . . . .	8.400
Temporary Special Assistance in the Preparation of the Report on the replies to the Questionnaire . . . . .	10.100
	<u>50.000</u>
B. Travelling Expenses . . . . .	12.000
C. Expenses of the Assessors . . . . .	20.000
(Assessors are to receive their actual travelling expenses both ways reimbursed and their subsistence allowance at the rate of 70 gold frs. per diem.)	
D. Unforeseen expenses . . . . .	3.000
As to the printing expenses, the Committee concluded that they had no idea as to the amount needed and that this item would be better left to the S�cretariat to determine.	
The Secretariat submits that the printing expenses for 1922 be . . . . .	15.000
Total . . . . .	<u><u>100.000</u></u>

(Communiqué au Conseil, aux Membres de la  
Société et aux Délégués à l'Assemblée.)

**A. 143. 1921.**

*Genève, le 24 septembre 1921.*

**Société des Nations.**

**Trafic de l'Opium.**

**RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE**

---

**League of Nations.**

**Traffic in Opium.**

**REPORT OF THE FIFTH COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.**



## SOCIÉTÉ DES NATIONS

### LE TRAFIC DE L'OPIMUM.

#### RAPPORT PRÉSENTÉ A LA DEUXIÈME ASSEMBLÉE PAR LA CINQUIÈME COMMISSION.

L'abus de l'opium est répandu dans beaucoup de pays comme un terrible fléau. Aussi, a-t-on compris qu'il était indispensable de le combattre, mais on s'est vite aperçu que les mesures d'un caractère national étaient insuffisantes. On a cru alors que seuls les accords internationaux pourraient venir à bout du fléau.

La Commission internationale, réunie à Shanghai en 1909, a été la première tentative de ce genre ; elle a préparé la Conférence de La Haye de 1911-1912 qui a abouti à la Convention du 23 janvier 1912. Cette Convention devait entrer en vigueur le 31 décembre 1914, mais la guerre surgit qui remit tout en question ; cependant, les auteurs du Traité de Versailles se préoccupèrent des dangers de l'opium et, par l'article 23 du Pacte, ils chargèrent la Société des Nations du contrôle du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

La première Assemblée décida, dans sa séance du 15 décembre 1920, d'instituer une Commission consultative qui, trois mois avant l'ouverture de chaque session, présenterait au Conseil un rapport sur tous les sujets relatifs à l'exécution des accords concernant le trafic de l'opium. Cette Commission s'est réunie du 2 au 5 mai dernier. Elle a, en premier lieu, élaboré un questionnaire sur les mesures prises pour appliquer les termes de la Convention. Ce questionnaire a été envoyé par le Secrétariat aux différents gouvernements. Elle a, en outre, rédigé six recommandations qui ont été soumises au Conseil. Celui-ci, après en avoir pris connaissance, a adopté une résolution en sept paragraphes.

En possession de ces éléments, c'est-à-dire des recommandations de la Commission consultative et de la résolution du Conseil, la cinquième Commission de la deuxième Assemblée a commencé ses travaux. Elle a également eu l'aide éclairée de deux experts : M. van Vettum et sir Malcolm Delevingne. La cinquième Commission a constaté, en premier lieu, que le Conseil, dans sa résolution du 28 juin (voir Annexe 228 au procès-verbal de la 13<sup>me</sup> session du Conseil), approuvait pleinement quatre des six recommandations de la Commission consultative, mais que, par contre, il en ajournait une et donnait plus d'ampleur à une autre.

La Commission a approuvé les quatre paragraphes de la résolution du Conseil, § 1, 2, 4, et 5 ainsi que la seconde recommandation de la Commission consultative relative (voir Annexe 38. 1921. IV) à l'établissement, par chaque Etat, d'un rapport annuel sur l'exécution de la Convention (cette recommandation ayant été approuvée par le Conseil mais ne faisant pas partie du texte des résolutions du Conseil). Mais des divergences de vues s'étant produites sur les autres paragraphes, c'est-à-dire sur les numéros 3, 6 et 7, la Commission nomma une Sous-Commission chargée de concilier, si possible, ces opinions différentes.

Cette Sous-Commission tint quatre séances et, malgré les profondes divergences de vues de ses membres, elle put arriver à un résultat, grâce à l'esprit de conciliation dont ils firent preuve, et grâce aussi à l'influence éclairée de son distingué président, M. Marees van Swinderen.

Le rapport que M. van Swinderen a présenté a été unanimement approuvé par la cinquième Commission. Les délégués de la Chine et du Siam ont fait une réserve au sujet des modifications mentionnées dans le rapport à propos du paragraphe 7 de la résolution du Conseil.

Quelles sont donc les conclusions que la cinquième Commission présente à l'Assemblée au sujet du trafic de l'opium ?

Les voici : en dehors des quatre paragraphes de la résolution du Conseil du 28 juin mentionnés ci-dessus, elle présente huit recommandations, que je vais avoir l'honneur de vous lire et qui, j'espère, rallieront l'assentiment de l'Assemblée :

1. L'Assemblée approuve le paragraphe 3 de la résolution du Conseil, étant entendu que les enquêtes entreprises auront un caractère scientifique et que, lorsqu'elles s'appliqueront en particulier à un pays déterminé, elles seront faites par l'intermédiaire du gouvernement du pays ou avec son consentement.

## LEAGUE OF NATIONS

### TRAFFIC IN OPIUM.

#### REPORT SUBMITTED TO THE SECOND ASSEMBLY BY THE FIFTH COMMITTEE.

The abuse of opium is a widespread and terrible scourge in many countries; moreover, it has been realised that it was indispensable to combat this evil, but it was quickly perceived that merely national measures were inadequate.

It was felt, therefore, that this scourge could only be overcome by international agreements.

The International Commission, assembled at Shanghai in 1909, was the first move in this direction. It paved the way for the Hague Conference of 1911-1912, which resulted in the conclusion of the Convention of January 23rd, 1912. This Convention was to come into force on December 31st, 1914, but the outbreak of war unsettled everything. However, the authors of the Treaty of Versailles devoted consideration to the opium peril, and, in Article 23 of the Covenant, they entrusted the League of Nations with the duty of controlling the traffic in opium and other dangerous drugs.

The first Assembly decided at its meeting of December 15th, 1920, to establish an Advisory Committee, which, three months before the beginning of each meeting, should submit to the Council a report on all subjects referring to the execution of the agreements regarding the traffic in opium. This Committee met on May 2nd to 5th last.

It began by drawing up a questionnaire as to the measures taken to carry out the terms of the Convention, and this questionnaire was sent by the Secretariat to the various Governments. It also drew up six recommendations which were submitted to the Council.

The latter took note of them and passed a resolution containing seven paragraphs.

The Fifth Committee of the second Assembly began its labours, therefore, with these data at its disposal, that is to say, the recommendations of the Advisory Committee and the Council's resolution. It was also assisted in its task by the enlightened assistance of two experts, M. van Vettum and Sir Malcolm Delevingne. The Committee noted in the first place that the Council in its resolution dated June 28th (see Annex 228 to the Minutes of the 13th Session of the Council), fully approved four out of the six recommendations of the Advisory Committee, but that, on the other hand, it postponed one of these recommendations and widened the scope the other.

It concurred in four paragraphs of the Council's resolution, namely, paragraphs 1, 2, 4 and 5, and also the 2nd recommendation of the Advisory Committee (see A. 38. 1921, IV), which was to the effect that each State should make an Annual Report on the carrying out of the Convention. (This recommendation had been approved by the Council, but did not form part of the text of Council's resolution.) But, as differences of opinion had arisen with regard to the other paragraphs, that is to say, Nos. 3, 6 and 7, the Committee appointed a Sub-Committee to reconcile these initial divergencies if possible.

This Sub-Committee held four meetings, and, in spite of the great differences in the views of its members, it was able to arrive at a definite result, thanks to the conciliatory spirit manifested by the chief members of both sides and thanks also to the skilful guidance of its President, M. de Marees van Swinderen. The report submitted by M. van Swinderen was unanimously adopted by the Fifth Committee.

The Delegate of China and of Siam made a reservation regarding the changes proposed in this report as regards paragraph 7 of the Council Resolution.

What, therefore, are the conclusions laid before the Assembly by the Fifth Committee in regard to the traffic in opium?

They are as follows:—

Besides the four paragraphs, referred to above, of the resolution of the Council dated June 28th, the Committee submits eight recommendations which I shall have the honour of reading to you, and which, I hope, will be accepted by the Assembly.

1. That the Assembly concurs in paragraph 3 of the Council's Resolution on the understanding that the enquiries undertaken will be of a scientific character and that, when they apply specifically to any particular country, they will be made through, or with the consent of, the Government of that country.

2. L'Assemblée recommande au Conseil que, dans sa résolution No. 5, il attire également l'attention du Gouvernement de la Chine sur l'article 15 de la Convention internationale de l'opium.

3. L'Assemblée recommande au Conseil que, afin que l'examen visé dans le paragraphe 7 de sa résolution s'étende sur toute la quantité d'opium dont la consommation peut être considérée comme légitime, le mot « strictement » soit supprimé et les mots « médicaux et scientifiques » soient remplacés par les mots « légitimes » et aussi que le Conseil supprime toute mention de l'« opium préparé », c'est-à-dire, l'opium préparé pour être fumé, dont la suppression complète est prévue par la Convention au chapitre II.

4. L'Assemblée recommande au Conseil d'inviter les divers Gouvernements à fournir au Secrétariat, quand ils n'y voient pas d'obstacle, outre le rapport officiel annuel, tous renseignements relatifs à la production, à la fabrication et au commerce illicite d'opium et autres drogues nuisibles, utiles à la Société dans l'accomplissement de sa tâche.

5. L'Assemblée recommande au Conseil d'examiner si toutes les nations particulièrement intéressées à la culture ou à la fabrication de l'opium et autres drogues nuisibles, ne devraient pas être représentées à la Commission consultative.

6. L'Assemblée prie instamment ceux des Etats Membres de la Société qui n'ont pas encore signé et ratifié la Convention de l'Opium, qu'ils le fassent aussitôt que possible.

7. L'Assemblée prie instamment tous les Etats Membres de la Société, qui sont signataires de la Convention, de faire connaître, aussitôt que possible au Secrétariat, leur adhésion à la quatrième recommandation de la Commission consultative relative à la nécessité de certificats d'importation, afin de faciliter l'exécution de la Convention.

8. L'Assemblée recommande au Conseil de charger la Commission consultative d'étendre ses études, de façon à ce qu'elles comprennent non seulement les drogues visées dans la Convention de 1912, mais toutes les autres drogues nuisibles quelle que soit leur origine et produisant des effets similaires, ainsi que de lui faire connaître les avantages qu'il y aurait à convoquer une nouvelle Conférence internationale des Etats signataires de ladite Convention, et de ceux Membres de la Société des Nations, afin que celle-ci rédige une Convention à l'effet de supprimer l'usage illégitime de ces drogues.

Votre rapporteur voudrait maintenant présenter les observations suivantes au sujet de trois des recommandations dont il vient de donner lecture :

Au sujet de la deuxième recommandation, la Commission, après avoir entendu les déclarations du délégué de la Chine sur les mesures prises par le Gouvernement chinois relativement à la culture de l'opium, est d'avis qu'on pourrait ajourner, conformément au paragraphe 6 de la résolution du Conseil, la recommandation No. 5 de la Commission consultative. Les déclarations du délégué de la Chine sont les suivantes :

« Entre le 25 juin et le 15 août dernier, le Gouvernement chinois a nommé sept Haut Commissaires spéciaux afin de faire des recherches sur les conditions exactes dans huit provinces et deux districts administratifs spéciaux, où une recrudescence de culture d'opium aurait été constatée. Ces Commissaires se sont mis en route pour accomplir leur mission et quelques-uns ont déjà commencé leurs investigations. Je crois que le Gouvernement chinois sera disposé à communiquer à la Société des Nations les résultats de ces investigations dès qu'ils auront été portés à la connaissance du Gouvernement chinois. »

La Commission prend acte de ces déclarations.

En ce qui concerne la troisième recommandation, les modifications apportées par la Commission au paragraphe 7 de la résolution du Conseil ont été motivées par les conditions toutes spéciales qu'on rencontre dans divers pays, notamment dans l'Inde. En effet, le délégué de l'Inde a fait observer à la Commission que le nombre des hôpitaux et des dispensaires bien équipés, y est disproportionné avec celui de la population qui, sur une étendue très vaste, est privée de secours médicaux. Le même délégué a affirmé que, pour combattre les maladies qui, dans certaines de ces localités, règnent d'une façon endémique la population y cultive le pavot depuis des temps reculés et en use habituellement par petites doses, comme remède préventif ou curatif. Ce sont les usages de ce genre qu'on ne saurait appeler purement médicaux, c'est-à-dire ce qui est ordonné par un médecin, que la Commission entend désigner par le terme « légitime ».

Au sujet de la huitième recommandation il faut signaler que c'est par la suggestion de M. Jean Hennessy, délégué de la France, que la cinquième Commission en fut saisie. Il attira l'attention sur les abus dus à la vente et à la consommation des drogues d'origine minérale ou chimique non visées par la Convention de La Haye de 1912, et fit remarquer que le fléau qui ravageait l'Orient est devenu universel depuis la guerre, que des drogues chimiquement fabriquées sont colportées, vendues à bas prix et absorbées en grande quantité,

2. The Assembly recommends to the Council that, in paragraph 5 of the latter's resolution, it should also draw the attention of the Government of China to Article 15 of the International Convention on Opium.

3. The Assembly recommends to the Council that the enquiry referred to in paragraph 7 of the latter's resolution should be extended to include all opium the consumption of which may be considered legitimate, and that to this end the word "strictly" be omitted, and the word "legitimate" be substituted for "medicinal and scientific". It further recommends to the Council the omission of the reference to prepared opium, that is to say, to opium prepared for purposes of smoking, the complete suppression of which is provided for in Chapter II of the Convention.

4. The Assembly recommends to the Council that the different Governments be invited, where they see no objection, to furnish to the Secretariat, in addition to the official annual report, any information concerning the illicit production, manufacture or trade in opium or other dangerous drugs which they think likely to be useful to the League in the execution of its task.

5. The Assembly recommends the Council to consider whether all nations specially concerned in either the growth or manufacture of opium or other dangerous drugs should not be represented on its Advisory Committee.

6. The Assembly urges those States Members of the League which have not yet signed and ratified the Opium Convention to do so as soon as possible.

7. In order to facilitate the execution of the Convention, the Assembly urges all States Members of the League which are parties to the Convention to signify to the Secretariat as soon as possible their acceptance of the fourth recommendation of the Advisory Committee relating to the requirement of importation certificates.

8. The Assembly recommend the Council to request the Advisory Committee to extend their investigation to include not only the drugs mentioned in the Convention of 1912, but also all dangerous drugs of whatever origin which produce similar effects, and to advise as to the desirability of convoking a further international conference of States which are parties to the Convention, as well as States Members of the League of Nations, with a view to drawing up a Convention for the suppression of the abuse of such drugs.

Having placed before you the various recommendations, I must make the following observations with regard to three of them : —

As regards the second recommendation, the Committee, after having heard the statements of the Delegate of China on the steps taken by the Government of China in respect of the cultivation of opium, is of opinion that, in accordance with paragraph 6 of the Resolution of the Council, the consideration of Recommendation No. 5 of the Advisory Committee may be postponed. The statements of the Delegate of China, of which the Committee takes note, are as follows :—

"Between June 25th and August 15th last the Chinese Government appointed seven special High Commissioners to investigate the real situation in eight provinces and two special administrative districts where a recrudescence of poppy cultivation is reported to have been taking place. These Commissioners have started on their mission and some are already beginning their investigations. I believe the Chinese Government will be disposed to make available to the League of Nations the results of these investigations after they are laid before the Chinese Government."

As regards the third recommendation, the grounds for the alterations recommended by the Committee in paragraph 7 of the Council's resolution are to be found in the very special conditions obtaining in various countries, particularly in India. The Indian Delegate has informed the Committee that the number of properly equipped hospitals and dispensaries in India is inadequate to the needs of the population, which over vast areas is without medical assistance. In order to cope with the diseases with which some of these regions are constantly infected, the population has cultivated the opium poppy from time immemorial, and habitually takes opium in small doses as a prophylactic or an effective remedy. It is this use of opium which cannot be styled purely medical, *i.e.*, that which is prescribed by a physician, that the Committee has in mind in using the term "legitimate".

With regard to the subject of the eighth recommendation, it should be noted that it was at the suggestion of M. Hennessy (France) that the attention of the Fifth Committee was drawn to this subject. M. Hennessy emphasised the abuses due to the sale and consumption of drugs of mineral or chemical origin which are not covered by the terms of the Hague Convention of 1912, observing that the scourge which formerly ravaged the East had since the war become universal, that chemically manufactured drugs were hawked, sold at

et que les lois de chaque Etat étant insuffisantes, la réunion d'une Conférence internationale s'impose.

Il convient également d'attirer l'attention sur les déclarations faites par le délégué de la Perse, le prince Arfa-ed-Dowleh, sur les avantages que présenterait une campagne entreprise par la Société des Nations, en vue de répandre parmi les populations orientales adonnées à l'opium, l'usage des brochures de propagande exposant les dangers qu'entraîne la consommation de cette drogue.

La question de contrôle du trafic de l'opium et d'autres drogues dangereuses a une importance mondiale et mérite que l'Assemblée y porte le plus grand intérêt.

Les premières mesures destinées à établir le contrôle que la Société est chargée d'assurer, conformément au Traité de Paix, ont été prises par l'Assemblée l'année dernière et elles ont déjà donné des résultats satisfaisants. On ne peut, pour le moment, embrasser avec netteté l'ensemble de la situation avant d'avoir reçu et analysé les réponses au questionnaire publié par le Secrétariat. Les conclusions à tirer du questionnaire seront soumises à la prochaine Assemblée. En attendant, comme on le verra d'après ce qui précède, d'utiles mesures ont été prises, sur le conseil de la Commission consultative, qui faciliteront l'exécution de la Convention et on espère que les nouvelles propositions que la cinquième Commission a présentées dans ce rapport, contribueront à avancer vers la solution du problème.

Enfin, on doit signaler que le contrôle du trafic de l'opium se heurte à de grandes difficultés. Le délégué de la Perse a attiré l'attention sur certaines d'entre elles à propos des pays d'Orient. Seul, un organisme international tel que la Société peut surmonter ces difficultés, et pour cela il a besoin de la collaboration entière, continue et efficace de tous ses Membres.

La Commission se permet d'adresser un appel à tous les Membres de la Société pour qu'ils lui apportent cette collaboration.

---

#### *Projet de proposition.*

~~Le Délégué français a, devant la Commission, émis l'opinion qu'étant données les perturbations considérables que la guerre a causées dans les mœurs et la consommation grandissante de la cocaïne et d'autres drogues dans certains pays, les dispositions de la Convention de La Haye sont maintenant insuffisantes; il a proposé que l'Assemblée invite à une nouvelle conférence tous les Gouvernements Membres de la Société ou parties à la Convention, à la date la plus rapprochée, afin d'examiner la possibilité de prendre des mesures plus complètes et plus rigoureuses. La Commission est pleinement d'avis que la question soulevée par M. Hennessy doit attirer sérieusement l'attention des Gouvernements intéressés, mais elle estime que la proposition pourra être examinée plus utilement lorsque les réponses au questionnaire auront été reçues et que le Comité consultatif aura déposé son rapport à ce sujet.~~

low prices and absorbed in large quantities, and that in view of the fact that the legislation existing in the various countries was insufficient, it was imperative that a further international conference should meet.

I would also draw attention to the representations made by the Persian Delegate, Prince Arfa-ed-Dowleh, as to the desirability of the Health Organisation undertaking propaganda work amongst Eastern populations addicted to opium by the distribution of pamphlets pointing out the dangers of consuming this drug.

The question of the control of the Traffic in Opium and other dangerous drugs is one of world-wide importance, and well worthy of the deepest interest of the Assembly. The first step towards establishing the control with which the League is entrusted by the Treaties of Peace was taken by the Assembly last year, and a satisfactory beginning has already been made. No comprehensive survey of the actual position at the present time will be possible until the replies to the questionnaire which has been issued by the Secretariat have been received and analysed. The results of the Questionnaire will be laid before the next Assembly. In the meantime, as will be seen from what has been said above, useful steps have already been taken on the advice of the Advisory Committee which will facilitate the execution of the Convention; and the further suggestions which Committee the Fifth has made in this report will, it is hoped, help to advance the matter still further.

Finally, it should be pointed out that the control of the Traffic is attended with great difficulties. Attention was called to some of these difficulties in the case of Eastern countries by the Delegate of Persia. It is only by an international body such as the League, that these difficulties can be overcome; and for this the whole-hearted continuous and efficient co-operation of all the Members will be needed. The Committee ventures to appeal to all Members of the League for such co-operation.

---

*Draft Proposal*

~~A suggestion has been put before the Committee by the French Delegate that in view of the widespread change in social habits produced by the war and the greatly increased use of cocaine and other drugs in certain countries, the provisions of the Hague Convention are now inadequate and that the Assembly should invite all Governments Members of the League or Parties to the Convention to a fresh Conference at the earliest possible date to consider the possibility of further and more stringent measures. The Committee feels strongly that the question which M. Hennessy has raised will require the serious attention of the Governments concerned, but is of opinion that the proposal could be more effectively considered when the replies to the Questionnaire have been received and reported on by the Advisory Committee.~~